



Presse communiqué
Tunis, 26 Juillet 2011

UpM: Le contexte régional offre "une excellente opportunité" pour une politique "visible et adaptée aux nouvelles données"

Tunis - Le contexte régional actuel, marqué par la réflexion sur la future politique européenne de voisinage et les perspectives financières 2014-2020, offre "une excellente opportunité" pour doter l'Union pour la Méditerranée (UpM) d'une stratégie et d'une politique cohérente, visible et adaptée aux nouvelles données régionales, a affirmé mardi le secrétaire général, de l'UpM, Youssef Amrani.

Lors d'un point de presse à Tunis à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre tunisien Beji Caid Essebsi, le secrétaire général de l'union a souligné que le moment est venu pour tous les acteurs de la région de conférer à l'UpM "toute sa pluralité en permettant à tous les acteurs parlementaires, société civile et jeunes des deux rives de participer activement à la construction de cet espace commun d'aspirations et de valeurs partagées".

Exprimant sa "profonde solidarité" et son "soutien total" au processus d'ouverture et aux efforts déployés par le gouvernement tunisien, M. Amrani, en visite dans ce pays, a indiqué que le monde entier, et la communauté euro-méditerranéenne en particulier, observe avec intérêt les avancées accomplies par la Tunisie sur la voie de la consécration de la transition démocratique.

Le monde "porte de grandes ambitions sur la réussite de ce processus pour que le succès de la transition démocratique en Tunisie ait un impact positif dans la région", a-t-il dit, relevant que l'implication du gouvernement tunisien permettra assurément à la Tunisie d'incarner un "véritable modèle régional et un laboratoire méditerranéen" en matière de développement socio-économique et de démocratisation.

Selon le secrétaire général, "il appartient maintenant à la communauté internationale et aux différents acteurs internationaux d'accompagner les chantiers politiques et socio-économiques de la Tunisie".

A cet égard, l'annonce d'une mobilisation financière importante lors du sommet de Deauville, l'engagement à cet effet des acteurs financiers internationaux, tels que la BEI, le BERD, ou encore la Banque mondiale, sont des "actes qui montrent que la communauté internationale est consciente de l'importance de la Tunisie dans sa marche vers la démocratisation", a-t-il estimé.



Il a également rappelé l'annonce récente par l'UE d'un financement de 85,5 millions d'euros qui bénéficiera, dans un premier temps, aux pays qui ont déjà fait des progrès en matière de réforme, tels que la Tunisie, pour promouvoir notamment la démocratie et la gouvernance, la coopération régionale, l'appui aux médias et à la société civile, ou des projets liés aux migrations est également une bonne nouvelle.

Par ailleurs, M. Amrani a salué l'élan de solidarité et d'hospitalité dont ont fait preuve les autorités tunisiennes et le peuple tunisien en accueillant les réfugiés libyens et en assurant la sécurité de la frontière avec la Libye, "dans cette période de bouleversements politiques et de défis sécuritaires qu'ils impliquent pour la région".

Sur le plan économique et social, il a affirmé que la priorité du gouvernement provisoire accordée à l'accompagnement de la reprise de l'activité économique, au rétablissement d'un climat de confiance pour dynamiser l'investissement national et étranger, ainsi qu'à la dynamisation de la création d'emplois est "un élément fondamental" dans la poursuite de la stabilisation et du développement de la Tunisie.

"L'existence d'une société civile organisée et d'une population formée et outillée permettra d'accélérer la relance rapide de l'économie tunisienne et de favoriser la reprise des investisseurs étrangers", a-t-il ajouté.

Pour le secrétaire général de l'UpM, la promotion des droits de l'Homme "doit aller de pair" avec l'éradication de la pauvreté, particulièrement dans les régions les plus défavorisées.

Il a en ce sens appelé la communauté euro-méditerranéenne à "saisir cette opportunité unique" pour explorer de nouvelles modalités de coopération régionales en vue de permettre aux régions méditerranéennes de se développer, avec comme priorité l'amélioration de la situation socio-économique des régions les plus vulnérables.

Il a à ce propos réitéré la disposition de l'UpM à apporter tout son soutien pour répondre aux besoins prioritaires de la Tunisie en termes de projets et d'actions régionales concrètes qui pourraient contribuer à favoriser le retour des investisseurs étrangers, la création d'entreprises, l'emploi des jeunes, pour permettre in fine que la Tunisie puisse retrouver son essor économique et sa stabilité sociale.

"L'accompagnement de la Tunisie ne résume pas seulement à un soutien financier, mais également à une implication plus importante des investisseurs, à plus de touristes, plus d'innovation et un plus grand renforcement des secteurs des nouvelles technologies et de l'information. Car ce sont des secteurs vitaux et indispensables pour le pays", a-t-il fait observer.

Dans le même ordre d'idée, M. Amrani a plaidé pour "une solidarité citoyenne euro-méditerranéenne" pour soutenir le tourisme et l'investissement dans ce domaine afin de contribuer à revitaliser ce secteur capital dans l'économie du pays, rappelant que le tourisme



qui représente environ 7 pc du PIB du pays et emploie près de 400.000 personnes, est fondamental pour le développement du pays.

Il a en outre rappelé que la Tunisie qui entretient de très longue date des relations fortes avec l'ensemble des pays méditerranéens a été le premier pays du sud de la Méditerranée à signer un accord d'association avec l'UE, en 1995 et soutenir l'Union pour la Méditerranée, dès son lancement en 2008. "Nous pensons que la Tunisie est un pays incontournable et indispensable dans la construction d'un partenariat euro-méditerranéen solide, pragmatique et qui puisse répondre aux aspirations des peuples méditerranéens et relever efficacement les défis qui se profilent", a conclu le secrétaire général de l'UpM.

Il s'agit de la première visite officielle de M. Amrani dans un pays membre de l'union pour la méditerranée depuis son investiture à ce poste en début du mois de juillet à Barcelone.